

Le Socialiste

44e année - Rs 5.00 - No 108539 Jeudi 25 Juin 2026 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Budget 2026-2027

Renforcer la transformation du secteur public et les efforts de lutte contre la drogue

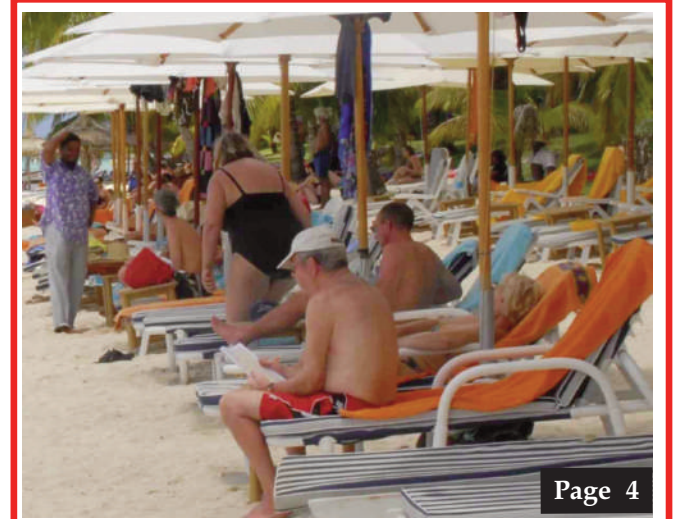


Afin de renforcer les services publics et de préparer Maurice à l'économie fondée sur l'intelligence artificielle, le budget 2026-2027 prévoit la formation de 5 000 agents publics à l'utilisation sûre et responsable de l'intelligence artificielle (IA), en vue d'améliorer la productivité et la prestation des services publics. En outre, le gouvernement veillera à ce que tous les

organismes et institutions du secteur public contribuent activement à la lutte nationale contre la drogue. En conséquence, un montant de 50 millions de roupies sera alloué pour permettre à chaque ministère d'intégrer des mesures visant à lutter contre le trafic de drogues et l'abus de substances dans ses politiques, programmes et opérations.

Maurice renforcera le secteur financier et intensifiera la lutte contre la criminalité financière

Page 3



Page 4

Maurice intensifie ses efforts en faveur du développement du tourisme durable



Page 3

Les mesures d'aide aux ménages occupent une place centrale dans le budget de 2026-2027



Page 3

Investissements majeurs annoncés pour la protection des côtes et la résilience climatique

FOOTBALL

Argentine 2 Autriche 0

Messi recordman, l'Argentine sûre d'elle s'impose face à l'Autriche et file vers les 16es



Page 8

France 3 Irak 0



La France crée la surprise face à l'Irak et se qualifie pour les 32es de finale lors d'une soirée mouvementée

France/Noyades

40 morts depuis le 18 juin

Un bilan qui ne cesse de s'alourdir. Le nombre de décès par noyade en France depuis le début de l'épisode caniculaire est désormais chiffré à 40, a annoncé ce mardi 23 juin le Premier ministre Sébastien Lecornu, en ouverture de la cellule interministérielle de crise convoquée au sein du ministère de l'Intérieur. C'est deux fois plus que le bilan annoncé quelques heures plus tôt par la ministre des Sports, Marina Ferrari, qui avait évoqué "une vingtaine de morts" depuis le début du week-end.

"Il y a un triste fléau sur les noyades, le dernier chiffre qui vient de nous remonter est de 40 morts depuis le 18 juin, essentiellement des jeunes", a déploré le chef du gouvernement. "J'aimerais que l'on revienne sur ce point, parce que ce sont les premières victimes de la crise que nous connaissons. Je veux qu'on y rentre dans le détail", a-t-il affirmé devant les 18 ministres convoqués à cette réunion.

Interrogée sur France Inter, Marina Ferrari a appelé les Français à respecter les consignes de sécurité. "Ce n'est pas anodin par des épisodes de canicule d'aller se baigner dans des zones non surveillées", a-t-elle averti. "On a besoin de se rafraîchir, on a envie d'accéder à l'eau, mais il faut vraiment respecter les zones surveillées."

Canicule

Les écoles en France fermées

Il fait chaud, très chaud, en cette mi-juin 2026. Une trentaine de départements sont en vigilance orange pour ce jeudi 18 juin 2026, pour des risques de canicule. Et la liste risque de s'allonger dans les jours à venir avec un pic de canicule attendu à ce stade des prévisions entre dimanche et lundi. On attend des pointes ces prochains jours jusqu'à 40°C, voire plus... Des chaleurs qui, clairement, risquent d'impacter la vie quotidienne des Français, dont les épreuves du baccalauréat, organisées en cette mi-juin 2026. Face à cet épisode intense, l'Éducation nationale, la SNCF ou encore EDF ont déjà annoncé plusieurs mesures pour anticiper le pic attendu.

Vers un report des épreuves orales du bac? Forcément, la vie quotidienne pourrait être quelque peu adaptée à ces fortes températures. Qui plus est, elles tombent alors que les lycéens passent, en ce moment, leurs épreuves de bac.

Bac, justement, dont les épreuves écrites – qui se terminent ce jeudi – ne devraient pas être repoussées, sauf énorme changement de braquet de la part du ministère de l'Éducation nationale, dont le plus haut représentant, Édouard Geffray, rappelait, lors d'un point presse, mardi 16 juin 2026, qu'elles étaient la plupart du temps « organisées le matin ». À un moment plus frais de la journée.

Mais la semaine prochaine, il y a les oraux du bac. Et les épreuves orales de l'après-midi pourraient, en revanche, être localement reportées, de « quelques heures ou de quelques jours », a précisé le ministre. Il s'agit « d'octroyer des conditions décentes non seulement pour les élèves, mais également pour les personnels », qui passent « six à sept heures dans la journée à faire passer » les oraux, a ajouté le ministre.

Environnement

Le chef de l'ONU demande des agissements plus sains au monde

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) a appelé les dirigeants du monde à placer les humains au-dessus des profits et à sortir des énergies fossiles.

António Guterres a demandé aux leaders des pays les plus riches de suivre la science, jeudi matin, à son arrivée à la COP30 sur les changements climatiques à Belém, au Brésil.

Nous sommes au pied du mur, et le monde entier a les yeux rivés sur Belém. Les communautés en première ligne observent, elles aussi, impuissantes face aux inondations, aux récoltes perdues, aux moyens de subsistance anéantis et elles se demandent : combien de temps devrons-nous encore souffrir? a lancé le secrétaire général de l'ONU au début de son discours.

Après des décennies de déni et de délais de la part de beaucoup, la science nous dit qu'un dépassement temporaire de 1,5 degré – au plus tard au début des années 2030 – est devenu inévitable. Nous savons ce que cela signifie : plus de chaleur et de famine, plus de catastrophes et de déplacements de population et un risque accru de franchir des points de basculement climatique, provoquant des dégâts irréversibles.

Le monde peut encore faire baisser l'augmentation des températures mondiales sous la barre des 1,5 degré avant la fin du siècle, selon M. Guterres, mais il faut agir maintenant pour que ce dépassement soit le plus court et le plus faible possible.

António Guterres a fait référence à un récent rapport onusien qui indique que les plans climatiques nationaux actuels, même s'ils sont pleinement respectés, nous entraîneraient sur une trajectoire bien au-delà de deux degrés de réchauffement climatique.

Abandonner les énergies fossiles Pour limiter les souffrances qu'entraînera un monde où l'augmentation des températures ira au-delà de deux degrés, les pays doivent entamer une transition juste, ordonnée et équitable pour abandonner les énergies fossiles comme il a été convenu lors de la COP28 à Dubaï il y a deux ans.

C'est une nécessité climatique et un test de stabilité économique, de sécurité énergétique et de gouvernance responsable. Nous devons mettre fin aux distorsions du marché qui favorisent les énergies fossiles, a indiqué le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies en invitant les nations à lutter contre la désinformation qui vise à dérailler la transition.

Amnesty International dénonce la coopération entre l'UE et la Libye sur la question migratoire

Amnesty International a dénoncé ce mardi 23 juin la volonté de l'Union européenne de renforcer sa coopération avec les autorités libyennes, alors que la répression visant les migrants "s'intensifie" dans le pays.

"L'Union européenne cherche à étendre sa coopération avec les autorités libyennes rivales et leurs groupes armés alliés, alors même que ces acteurs mènent une campagne d'une intensité croissante, alimentée par un discours xénophobe, d'arrestations de masse, de détentions arbitraires et d'expulsions collectives illégales", s'indigne l'ONG dans un rapport.

Une répression "xénophobe" pointée du doigt Selon Amnesty, aussi bien le gouvernement d'unité nationale basé à Tripoli et reconnu par l'ONU que son rival de Benghazi, l'exécutif parallèle contrôlé par le maréchal Khalifa Haftar et ses fils, se livrent et encouragent ouvertement cette répression.

"L'UE finance depuis longtemps le contrôle des mouvements migratoires en Libye par son soutien aux garde-côtes libyens, ce qui la rend déjà complice de terribles atteintes aux droits humains et de violences", affirme Diana Eltahawy, directrice adjointe pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, citée dans le communiqué de l'ONG.

"Étendre cette coopération aux groupes armés basés dans l'est du pays, connus pour commettre des crimes de guerre (...) en toute impunité, reflète un mépris choquant non seulement pour le droit international mais également pour

la vie et la dignité humaines", ajoute-t-elle. **Un navire de secours visé par les garde-côtes libyens** Selon l'ONG, cette coopération prévoit notamment la création d'un "centre de coordination des sauvetages maritimes à Benghazi", alors que "les garde-côtes libyens ont ouvert le feu sur un navire de secours de l'ONG Sea Watch" mi-mai, dans le troisième incident du même type en moins d'un an.

Ainsi Diana Eltahawy appelle l'UE et ses Etats membres à "suspendre leurs politiques visant à retenir les personnes réfugiées en Libye".

La question migratoire provoque souvent des remous dans le pays, alimentés par un discours xénophobe sur les réseaux sociaux. Ces dernières semaines, des manifestations rassemblant régulièrement des centaines de Libyens devant les locaux de l'ONU à Tripoli, appelant à expulser les migrants en situation irrégulière.

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, passeurs et trafiquants ont profité du climat d'instabilité qui y règne pour développer des réseaux clandestins pour des migrants d'Afrique subsaharienne et de pays asiatiques souhaitant émigrer en Europe par la mer.

À la mi-2024, le Portail sur les données migratoires géré par l'OIM (Organisation internationale pour les migrations, ONU) recensait environ 900.000 migrants et réfugiés en Libye - souvent dans des conditions extrêmement dures.

Allemagne : une enquête ouverte pour agressions sexuelles dans une piscine d'Europa-Park

Une enquête a été ouverte après des soupçons d'agressions sexuelles sur deux jeunes filles dans une piscine du parc d'attraction Europa-Park, en Allemagne. Le suspect a été conduit au commissariat.

La police allemande a ouvert une enquête pour des soupçons d'agressions sexuelles survenues ce samedi 20 juin après-midi dans un parc aquatique Rulantica situé dans la commune de Rust, en Allemagne. Ce parc aquatique fait partie du complexe de parc d'attraction Europa-Park. Selon les premiers éléments de l'enquête, deux jeunes filles

mineures auraient été agressées sexuellement sous l'eau par un homme non identifié alors qu'elles se baignaient dans une piscine entre 16h30 et 17 heures. Les deux enfants se sont rapidement confiées à un adulte responsable. Cette personne a ainsi pu alerter le personnel de la piscine, indique la police locale du Land de Baden-Wurtemberg dans un communiqué.

Grâce à la coopération du personnel de l'établissement et des policiers intervenus sur les lieux, le suspect a pu être identifié. Il s'agit d'un homme de 24 ans qui a été conduit au commissariat de la ville de Lahr pour y être interrogé.

Le Socialiste
 Un Quotidien d'information, libre et indépendant
Directeur-Rédacteur en chef: Védi Ballah
 Administration: 2ème étage, Cubic Court,
 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
 Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003
E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info
Facebook: Lesocialiste.info

Budget 2026-2027

Maurice renforcera le secteur financier et intensifiera la lutte contre la criminalité financière

Le gouvernement est prêt à renforcer davantage Maurice en tant que centre financier international de confiance grâce à un vaste programme de réforme dans le cadre du budget 2026-2027. Il vise à moderniser le secteur des services bancaires et financiers, à renforcer la surveillance réglementaire et à assurer une préparation complète à l'évaluation mutuelle de 2027 par le groupe de lutte contre le blanchiment d'argent en Afrique orientale et australe. Ces réformes visent à renforcer l'intégrité financière, la résilience et la transformation continue de Maurice en un centre financier compétitif et tourné vers l'avenir.

L'un des principaux objectifs de ces mesures est le renforcement du cadre national de lutte contre la criminalité financière et les cybermenaces. Dans ce contexte, une agence nationale de lutte contre la criminalité sera créée pour consolider et renforcer les enquêtes sur les fraudes graves, la corruption, le blanchiment d'argent et les crimes transnationaux complexes.

Dans le même temps, la police mauricienne sera dotée d'outils d'enquête spécialisés pour soutenir les affaires impliquant des actifs virtuels, des délits financiers et la comptabilité légale, renforçant ainsi la capacité du pays à faire respecter la loi dans un environnement financier de

plus en plus numérique.

Parallèlement, les efforts seront intensifiés pour renforcer la cybersécurité et protéger les citoyens et les entreprises contre les menaces numériques. L'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique de Maurice mettra en place un mécanisme national de signalement et de réponse aux fraudes afin d'améliorer la détection et la réponse aux cyberfraudes et aux escroqueries.

En outre, la Banque de Maurice déploiera une plateforme de partage de renseignements sur les menaces pour permettre l'échange en temps réel de renseignements sur la cybersécurité entre les institutions financières, améliorant ainsi la résilience et la coordination à l'échelle du système.

Au-delà de l'application de la loi et de la protection, le gouvernement jette également les bases de la prochaine génération de services financiers grâce à l'innovation et à la transformation numérique. Des cadres réglementaires clairs seront introduits pour l'émission de stablecoins liés à l'investissement et la tokenisation des actifs du monde réel, reflétant le rôle croissant de la finance numérique.

Un cadre bancaire ouvert sera également mis en place pour permettre le partage sécurisé des données financières des clients entre les banques agréées, les four-

nisseurs de services d'actifs virtuels et les entreprises de technologie financière autorisées, tout en garantissant de solides garanties pour la protection des données et la stabilité financière.

Pour que l'architecture réglementaire suive le rythme de ces changements rapides, le gouvernement présentera, avant la fin de l'année, un nouveau projet de loi sur la Banque de Maurice, un nouveau projet de loi sur les banques et un régime de résolution global. Ces réformes moderniseront la législation datant de 2004, renforceront la gouvernance, renforceront la surveillance prudentielle, renforceront la protection des consommateurs et soutiendront la stabilité financière tout en créant un espace pour l'innovation dans les services financiers.

Dans le même temps, l'intelligence artificielle (IA) sera mise à profit pour améliorer l'efficacité et la prestation de services dans l'ensemble de l'écosystème financier. Un chatbot multilingue et des outils d'automatisation alimentés par l'IA seront déployés sur la plate-forme du système national de licences électroniques afin de fournir un soutien 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, aux investisseurs et aux entreprises, tandis que des outils similaires axés sur l'IA seront introduits à la Commission des services financiers afin d'améliorer la réactivité réglementaire et l'efficacité opérationnelle.

Investissements majeurs annoncés pour la protection des côtes et la résilience climatique



Le budget 2026-2027 prévoit une série de mesures visant à assurer la durabilité environnementale, qui est considérée comme essentielle au nouveau pacte social et aux efforts visant à renforcer la résilience nationale.

Pour s'adapter aux risques liés au climat et protéger la population et l'économie, le budget prévoit 4 milliards de roupies au titre du programme d'adaptation à l'érosion côtière. Au cours des cinq prochaines années, plus de 11,5 kilomètres de rivages gravement érodés seront remis en état dans 17 sites prioritaires autour de l'île.

Le gouvernement complétera les travaux de protection côtière par des solutions fondées sur la nature, y compris des programmes de reboisement, la conservation des zones humides, la restauration des dunes et la réhabilitation de la végétation

côtière.

Des dispositions sont également prises pour l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des rives. De plus, le projet Maurice Île Durable, qui a reçu un large accueil international, sera relancé dans le cadre de la stratégie de transition verte du pays.

Afin de créer les conditions propices à une transition socio-écologique profonde, d'améliorer l'efficacité des politiques publiques et de favoriser une relation plus harmonieuse entre les personnes et la nature, le budget prévoit la création d'une commission pour une transition juste. La Commission contribuera à jeter les bases d'une transition juste en promouvant des approches alternatives et des visions à long terme pour une société écologique et équitable, y compris la démocratisation de l'économie.

Les mesures d'aide aux ménages occupent une place centrale dans le budget de 2026-2027



Le budget de 2026-2027 introduit un ensemble complet de mesures d'allègement fondées sur le « Bouclier du pouvoir d'achat », visant à enrayer et à inverser l'érosion du pouvoir d'achat, en particulier pour les familles à revenu faible ou intermédiaire. L'initiative souligne l'accent mis par le gouvernement sur la préservation de l'abordabilité et l'accès aux biens essentiels grâce à des interventions ciblées.

Un pilier essentiel de cette approche est le rôle renforcé de la State Trading Corporation, qui achètera en gros des biens de consommation essentiels et les distribuera dans tout le pays avec des marges bénéficiaires plafonnées. Ce mécanisme devrait entraîner des baisses importantes des prix d'un large éventail de produits de base, apportant un soulagement tangible et immédiat aux ménages de tout le pays.

Pour soutenir la stabilité des prix, le gouvernement injecte également 2 milliards de roupies supplémentaires dans le Fonds de stabilisation des prix, en plus des 10 milliards de roupies déjà

alloués dans le budget précédent.

Dans le même temps, les subventions seront étendues à un plus large éventail de produits essentiels, notamment le mouton de maïs, le bœuf de maïs, le thon en conserve, les aliments pour nourrissons, les macarons, les lentilles noires, les lentilles rouges, les haricots rouges et la viande à déjeuner, les prix réduits révisés entrant en vigueur le 1er juillet 2026.

Ces interventions directes sont complétées par des réformes structurelles plus larges visant à améliorer l'équité du marché et la protection des consommateurs. Le gouvernement déposera une loi pour mettre fin aux pratiques abusives en matière de prix, établira un cadre pour les importations parallèles, examinera les activités du secteur du commerce de détail, y compris les foires commerciales, les pratiques des centres commerciaux et les activités de colporteur, et présentera un projet de loi sur le commerce électronique pour moderniser et réglementer l'environnement commercial numérique.

Maurice intensifie ses efforts en faveur du développement du tourisme durable

Maurice intensifie ses efforts en vue du développement du tourisme durable dans le cadre du budget 2026-2027, en réponse à l'évolution des tendances mondiales et aux défis émergents dans le secteur. Le budget met fortement l'accent sur la diversification du tourisme, la durabilité environnementale et l'amélioration de la visibilité du pays sur le marché international.

Les recommandations énoncées dans le Plan directeur pour le développement, la diversification et la durabilité du tourisme seront mises en œuvre en accordant la priorité à la protection des lagunes, des plages, de la biodiversité et des ressources naturelles, tout en favorisant de nouvelles expériences touristiques au-delà du modèle côtier traditionnel.

Le tourisme axé sur la nature, la culture, le bien-être et la communauté sera développé davantage. Ainsi, le caractère unique de Rodrigues en tant que destination sera également renforcé par la construction d'une nouvelle piste.

Conformément à l'objectif de diversifier le produit touristique et d'accroître la participation locale, le gouvernement soutiendra la création de villages touristiques éco-intégrés dans différentes régions de Maurice. Ces villages mettront en valeur le patrimoine culturel du pays, la cuisine locale, l'artisanat, l'histoire, l'agriculture et les attractions naturelles tout en offrant aux visiteurs des expériences authentiques, créant de nouvelles opportunités économiques en dehors des zones touristiques



traditionnelles.

En outre, les efforts visant à renforcer le marketing de destination se poursuivront, en ciblant à la fois les marchés traditionnels et émergents. Les campagnes promotionnelles mettront en avant la culture mauricienne, les initiatives de développement durable, les expériences d'écotourisme, les attractions intérieures et le mode de vie authentique.

D'autres mesures comprennent :

- Allocation de 1 milliard de roupies pour soutenir la

transformation de la politique touristique, y compris 490 millions de roupies à l'Autorité mauricienne de promotion du tourisme;

- Réaménagement de l'École hôtelière Sir Gaëtan Duval afin de combler les pénuries et les lacunes en matière de compétences dans l'industrie du tourisme;

- Introduction d'un système numérique permettant à tous les non-ressortissants de demander un visa électronique avant de se rendre à Maurice.

Le budget de 2026-2027 crée des possibilités pour les jeunes grâce au sport et à l'engagement civique

L'avenir d'une nation est façonné par la force, les valeurs et l'ambition de sa jeunesse, et le budget 2026-2027 reflète l'engagement continu du gouvernement à placer les jeunes au cœur du développement national. Le développement de la jeunesse et le sport sont donc considérés comme des piliers essentiels du programme de transformation sociale, reconnaissant leur rôle dans la promotion de l'innovation, de la discipline, de l'unité et de la fierté nationale, tout en donnant aux jeunes les moyens de progresser.

Dans ce contexte, 1,2 milliard de roupies ont été allouées au ministère de la Jeunesse et des Sports pour financer des programmes visant à autonomiser les jeunes et à renforcer les infrastructures et la participation sportives.

Une autre initiative importante est la réintroduction de l'Initiative nationale pour l'éducation civique, qui promouvra la responsabilité civique, l'identité nationale, le dialogue interculturel et la cohésion sociale parmi les jeunes.

Quelque 110,5 millions de roupies ont également été alloués pour soutenir les athlètes mauriciens participant à de grandes compétitions internationales, notamment les Jeux des îles de l'océan Indien 2027, les Jeux olympiques de la jeunesse, les Jeux du Commonwealth et les Jeux africains 2027.

En outre, les investissements dans les infrastructures sportives comprennent la construction de deux nouvelles piscines au Triolet et à Flacq, ainsi que des travaux d'amélioration aux stades Maryse Justin et Auguste Voltaire, respectivement.

Ces initiatives visent à élargir l'accès au sport, à encourager les talents et à promouvoir des modes de vie sains chez les jeunes.

Budget 2026-2027 : Des réformes audacieuses pour combler les lacunes en matière de compétences et les pénuries de main-d'œuvre

Le budget de 2026-2027 prévoit une série de réformes du marché du travail visant à combler les lacunes en matière de main-d'œuvre, à accroître l'offre de main-d'œuvre et à assurer un meilleur alignement entre le développement des compétences et la demande du marché.

À cette fin, le gouvernement formulera une politique migratoire globale pour attirer les talents étrangers, remédier à la pénurie de main-d'œuvre et à l'inadéquation des compétences. Le Conseil du développement économique créera également une plateforme nationale de la diaspora électronique afin d'exploiter l'expertise de la diaspora à l'appui des priorités nationales de développement.

La loi sur les marchés publics sera modifiée afin de permettre aux organismes publics d'engager directement des experts qualifiés de la diaspora pour des services spécialisés, selon des modalités et des conditions convenues d'un commun accord.

Afin de remédier davantage à l'inadéquation des compétences, la loi sur l'Autorité mauricienne des qualifications sera modifiée pour rendre obligatoire l'inscription de tous les formateurs à l'enseignement et à la formation tech-

niques et professionnels sur la base des compétences, des compétences pédagogiques et de l'expérience de l'industrie. En outre, les microdiplômes seront intégrés dans le cadre national des certifications afin de permettre une mise à niveau rapide et juste à temps des compétences, une reconversion tout en veillant à ce que les programmes de formation répondent mieux aux besoins du marché du travail.

De plus, le Conseil du développement des ressources humaines lancera une plateforme d'interface des compétences pour coordonner les employeurs, les fournisseurs de formation et le gouvernement dans les secteurs prioritaires. Il commandera également des renseignements sectoriels et nationaux sur les compétences pour ces mêmes secteurs.

Pour encourager l'inscription aux programmes de formation, les allocations mensuelles des stagiaires seront augmentées pour le Programme national de développement des compétences de 8 000 à 10 000 roupies pour les stagiaires sans emploi jusqu'au niveau du diplôme. En ce qui concerne la formation supérieure pour l'acquisition de compétences professionnelles, le montant total de l'aide passera de 100 000 à 120 000 roupies et le plafond de l'allocation mensuelle passera de 10 000 à 12 000 roupies.



L'Iran annonce qu'il contrôlera seul le détroit d'Ormuz

Téhéran a répété, mardi 23 juin, vouloir garder le contrôle sur le détroit d'Ormuz, malgré l'annonce par Washington d'une levée des sanctions sur le pétrole iranien et a refusé l'accès d'inspecteurs nucléaires de l'AIEA à ses sites clés bombardés

Les discussions du week-end en Suisse ont permis de poser des « bases très solides pour aboutir à un accord final réussi », s'est félicité lundi 22 juin 2026 le vice-président américain J.D. Vance, annonçant dans la foulée une suspension de deux mois des sanctions pétrolières américaines. Cependant, le négociateur iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a affirmé que les conditions dans le détroit d'Ormuz ne reviendront pas à la normale. « L'administration du détroit d'Ormuz ne redeviendra jamais ce qu'elle était avant la guerre », a-t-il assuré, selon des propos rapportés mardi 23 juin par l'agence officielle Irna, martelant que « l'Iran administrera » □ celui-ci. Le passage par le détroit d'Ormuz, par où transite en temps normal 20 % du pétrole et du GNL mondial, était libre de tout contrôle avant le déclenchement par les États-Unis et Israël le 28 février de la guerre contre l'Iran.

Avoirs iraniens dégelés

L'Iran a par ailleurs indiqué mardi avoir conclu en Suisse avec les Américains un accord pour le déblocage « immédiat » de 12 milliards d'avoirs iraniens gelés. Ceux-ci seront libérés « en deux tranches de 6 milliards », a détaillé auprès d'Irma le chef de la délégation iranienne en charge des discussions techniques, Kazem Gharibabadi. J.D. Vance avait souligné que son pays s'assurerait qu'un éventuel déblocage d'avoirs iraniens « ne servirait pas à financer le terrorisme ».

Par ailleurs, des groupes de travail seront mis en place « sur la levée des sanctions, le nucléaire, la reconstruction et le développement économique [de l'Iran] ainsi qu'un groupe de suivi », a déclaré à l'agence Irna, média d'État iranien, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Kazem Gharibabadi, spécialiste des questions juridiques.

Le cours du baril de Brent sous les 80 dollars

Le cycle de négociations entamé ce week-end en Suisse nourrit les espoirs d'un règlement durable du conflit et a fait retomber le cours du baril de Brent de la mer du Nord sous la barre des 80 dollars, loin des plus de 126 dollars atteints au paroxysme de la guerre. Les négociations, où le Pakistan et le Qatar jouent un rôle de médiation, doivent aboutir à un document final sous un délai de 60 jours renouvelables.

Dans ce cadre, le président iranien, Massoud Pezeshkian, doit effectuer une visite d'État à Islamabad mardi, selon la diplomatie pakistanaise. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio est pour sa part attendu de mardi à jeudi aux Émirats arabes unis, à Bahreïn et au Koweït, selon son ministère. Et l'équipe de négociateurs iraniens, emmenée par Mohammad Bagher Ghalibaf, s'est rendue de son côté à Oman pour parler précisément de la gestion du détroit d'Ormuz, selon l'agence de presse Irna.

NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that **Sooryanand Meetooa** will apply to the Flacq District Council for a building and Land Use Permit for a proposed conversion of an existing building into Dormitory, Ram Mandir Road, Belle Mare.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Date: 25/06/2026

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Ms. Emily Christel Emmanuelle DAVID**, electing her legal domicile in the office of **Me. Georgy NG WONG HING, Attorney at Law** of 6th floor, Suite 702, Lislet Geoffroy St, Port Louis, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change her surname **DAVID** into that of **LJUNGBERG**, so that in the future she shall bear the names and surname of **Emily Christel Emmanuelle LJUNGBERG**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 19th June 2026.

Ms. Emily Christel Emmanuelle DAVID

Applicant

Le Brexit 10 ans l'économie du Royaume-Uni s'écroule

Les pro-Brexit notent que le pays n'a pas fait pire que la France ou l'Allemagne et restent persuadés que les dividendes de la liberté retrouvée sont pour bientôt. Mais personne ne nie que la sortie de l'Union européenne a été défavorable à l'économie britannique.

Dix ans après le référendum du 23 juin 2016 qui avait décidé de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, quels succès les promoteurs du Brexit peuvent-ils revendiquer du point de vue économique ? Dans un récent article du « Financial Times », le premier gagnant de la liste est... la corporation des douaniers. Quelque 10.000 en plus ont été formés depuis l'année 2020, à la fin de laquelle les deux blocs ont pu enfin s'accorder sur leur future relation commerciale.

Sauf le respect qu'on doit à cette profession essentielle, il est difficile d'imaginer qu'il n'y ait pas un peu d'ironie à ouvrir ainsi la liste des dividendes du Brexit. Mais de fait, les brexiters eux-mêmes n'ont aujourd'hui guère de réussites économiques à mettre en avant justifiant la sortie de l'Union européenne

Pas de bénéfices évidents

Le fait d'avoir obtenu des vaccins un petit peu plus tôt que Bruxelles pendant le Covid n'a plus vraiment de résonance. En matière d'accords commerciaux avec les États-Unis, la différence de traitement de Londres ou Bruxelles par Washington n'est plus non plus significative... Le Royaume-Uni a certes pu jouer de sa liberté réglementaire retrouvée pour encourager davantage d'entrepreneuriat dans la foodtech, l'IA, ou la finance. Sans compter le bénéfice le plus tangible : le pays ne paye plus sa part au budget européen de 12 milliards de livres par an.

Mais rien de transformateur, en tout cas pour l'instant, que la pourtant puissante presse britannique pro-Brexit puisse se mettre sous la dent. De fait, Julian Jessop, économiste pro-Brexit, note dans un rapport récent, qu'il « n'y a pas de discussion sérieuse sur les bénéfices potentiels du Brexit ».

Souveraineté contre puissance

Bien sûr, le Brexit n'a jamais été qu'un sujet économique. Il était aussi question d'immigration et de souveraineté. Sur le premier point, il a été un échec du point de vue des brexiters, davantage de non-Européens ayant immigré vers le Royaume-Uni que d'Européens avant le Brexit. Le désir de souveraineté exprimé par le référendum a en revanche été impeccablement exaucé, même s'il s'est traduit pour le pays par moins de puissance : Londres devra s'aligner sur les règles de l'UE s'il veut commercer davantage avec elle,

au prix peut-être de renoncements à des avancées comme dans la foodtech.

Quoi qu'il en soit, les études qui paraissent sur l'impact du Brexit sur l'économie vont toutes dans le même sens. Celle publiée en novembre 2025 par le National Bureau of Economic Research (NBER), un groupe de réflexion américain très respecté, a fait le plus de bruit. « Nous estimons qu'à la date de 2025, le processus du Brexit a réduit le PIB britannique de 6 % à 8 %, l'investissement de 12 % à 18 %, l'emploi de 3 % à 4 % et la productivité de 3 % à 4 %, » disent les cinq économistes, dont l'un vient de confirmer un impact de 6 % à partir de données de la Banque d'Angleterre. Des niveaux proches de ceux avancés en 2016 par ceux qui étaient accusés de colporter un « Project Fear » (« projet de la peur ») douteux. Même si cela s'est indéniablement davantage étalé dans le temps que ne le prédisaient les Cassandres.

Un impact proche de celui de « Project fear » ?

En retraçant certaines hypothèses du NBER, Bloomberg Economics estime le coût du Brexit pour le Royaume-Uni à entre 2 à 4 % du PIB, avec un scénario central de 2,5 % sur le long terme. C'est énorme : cela représente 30 milliards de rentrées fiscales en moins, soit plus que la marge de manœuvre du pays pour respecter ses engagements budgétaires ou combler le trou dans le budget de la défense.

Le Bureau de responsabilité fiscale (OBR) a synthétisé de son côté 13 études pour arriver à un impact de 4 % sur la productivité britannique sur quinze ans en raison d'une moindre ouverture au commerce international.

En face, il n'y a aucune étude venant du camp pro-Brexit disant que la sortie de l'Union a bénéficié à l'économie britannique. Roger Bootle, un des grands économistes du petit cercle des pro-Brexit de cette profession pré-référendum, reconnaît dans le « Daily Telegraph » que « l'échec à profiter des opportunités du Brexit a abîmé l'économie ». Il dénonce cependant une « tendance des gens à attribuer au Brexit tout ce qui ne va pas [...], y compris leur vie sexuelle inadéquate ».

France et Allemagne ne font guère mieux

Dans ce camp des pro-Brexit, il n'y a pas (ou elles sont très confidentielles) d'études calculant l'impact de la sortie de l'UE. Ces recherches sont réactives aux études chiffrant les dégâts. « C'est un peu frustrant, » dit Julian Jessop aux « Echos ». Il n'empêche que les arguments avancés sont assez parlants pour conforter les brexiters de think tanks dans leurs convictions.

Hongrie

Vote au parlement pour lutter contre la corruption

Les députés hongrois ont approuvé, mardi 23 juin, des mesures pour lutter contre la corruption, qui s'inscrivent dans la vaste offensive de réformes du nouveau premier ministre, Péter Magyar, et qui visent aussi à permettre au pays d'accéder aux milliards d'euros de fonds européens actuellement gelés.

L'Union européenne a annoncé, fin mai, qu'elle allait déblocquer plus de 16 milliards d'euros destinés à la Hongrie, mais gelés en raison des atteintes à l'Etat de droit sous le gouvernement du premier ministre nationaliste Viktor Orban, au pouvoir notamment de 2010 à 2026. A condition d'adopter les réformes nécessaires pour s'attaquer aux problèmes liés à la corruption et à l'Etat de droit. Conservateur pro-européen, Péter Magyar a promis un « changement de régime » après avoir délogé en avril Viktor Orban, au pouvoir depuis seize ans.

La loi anticorruption a été adoptée sans difficulté par 142

votes pour, 39 contre et 3 abstentions. Le parti Tisza du nouveau premier ministre dispose de plus des deux tiers des sièges au Parlement, cela lui permet de modifier des lois-clés et d'amender la Constitution sans le soutien de l'opposition.

La loi élargit les pouvoirs juridiques de l'Autorité pour l'intégrité, l'organisme de lutte contre la corruption créé fin 2022 dans le cadre d'un précédent paquet de réformes imposé par l'Union européenne mais resté une coquille vide.

En vertu des nouvelles dispositions, cet organisme contrôlera les déclarations de patrimoine, pourra demander des enquêtes anticorruption à la justice et suspendre des procédures de passation de marché afin de protéger les fonds européens. En outre, le texte de loi prévoit des exigences de transparence plus strictes concernant la structure de propriété des fonds de capital d'investissement.

Il ordonne aussi la dissolution des fondations de gestion d'actifs d'intérêt public, les Kekva, l'Etat récupérant les actifs transférés à ces entités sous le gouvernement Orban, estimés à un total de 8,5 milliards d'euros. Le texte durcit aussi les règles relatives aux déclarations de patrimoine annuelles des responsables politiques, en sanctionnant pénalement les omissions délibérées.

Réforme des médias

Les fonds européens gelés – dans le cadre de différentes procédures intentées contre les politiques de Viktor Orban, concernant notamment les droits des personnes LGBT+ et des demandeurs d'asile, ainsi que des situations de conflits d'intérêts – représentent, selon Péter Magyar, environ 13 % du budget de la Hongrie, de quoi aider son gouvernement à relancer une économie en berne. Ils pourraient être accessibles d'ici à la fin de l'année si Budapest suit la feuille de route des réformes, selon des responsables européens.

NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that **L'Assemblée de Dieu- ile Maurice** will apply to the City Council of Port Louis for a building and Land Use Permit at ground floor and first floor to be used as a place of workshop at 27-29 Avenue Pere Laval, Saint Croix, Port Louis.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Date: 24/06/2026

Guerre

Plus d'un milliard de dollars de dégâts au Liban

Ravagé depuis début mars par une nouvelle guerre entre Israël et le Hezbollah pro-iranien, le Liban a subi beaucoup de dégradations. Avec plus de 11 000 bâtiments détruits dans le sud du pays, les dégâts sont estimés à 1,38 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros), selon une étude du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et du Conseil national de la recherche scientifique (CNRS) libanais. "Au total, 11 095 bâtiments ont été entièrement détruits, ce qui a eu un impact sur 17 891 logements, tandis que 2 242 bâtiments ont été partiellement endommagés, touchant 5 219 logements", d'après le communiqué.

Identification des dégâts visibles

L'évaluation dite "rapide" s'appuie sur la comparaison d'images satellite haute résolution datant du 23 octobre 2025 et du 29 avril 2026, sans vérification sur le terrain. Cette étude a permis d'identifier les dégâts visibles liés au conflit, tels que l'effondrement de toitures, les déformations structurelles et l'accumulation de débris au niveau de l'empreinte des bâtiments.

Les volumes de débris et les coûts des dégâts ont été calculés à partir d'empreintes des bâtiments, du nombre d'étages et des coûts de remplacement standardisés, conformément à la méthodologie du PNUD et aux évaluations précédentes.

Cette évaluation ne prend pas en compte les sous-sols, les structures souterraines, les routes, les ponts, les réseaux électriques, les réseaux d'eau et les télécommunications. Les chiffres reflètent la situation au 29 avril 2026 et ne tiennent pas compte des efforts de reconstruction en cours, explique le Pnud et le CNRS libanais dans leur communiqué.

Colombie

Trump impatient de travailler avec le nouveau régime

Donald Trump s'est dit lundi "impatient" de travailler avec le président élu de Colombie Abelardo de la Espriella qu'il a soutenu, tandis qu'Ivan Cepeda, le candidat de la gauche battu de justesse, a appelé "au calme" au lendemain de violences post-électorales.

"Cela a été un grand honneur d'appeler à voter pour lui et je suis impatient de travailler avec lui pour bâtir une relation puissante entre la Colombie et les Etats-Unis", a écrit le président américain sur son réseau Truth Social.

"Je souhaite lancer un appel très cordial au sang-froid et au calme", a déclaré plus tôt Ivan Cepeda lors d'une conférence de presse. Toute manifestation doit "rester strictement dans les limites de la sérénité et de la mobilisation pacifique".

A l'issue de la publication des résultats dimanche soir, des rassemblements à Bogota ou à Cali, troisième ville du pays, ont viré à l'affrontement avec la police.

Aux cris de "résistance", des barricades ont été incendiées, de même que des drapeaux des Etats-Unis, entraînant la dispersion des rassemblements par la police anti-émeute à coups de gaz lacrymogènes.

M. Cepeda, sénateur et défenseur des droits humains de 63 ans, n'a pas encore reconnu sa défaite, attendant la fin du dépouillement.

Mais avec 49,7% des voix, contre 48,7%, M. de la Espriella, avocat millionnaire de 47 ans, admirateur des présidents populistes du Salvador, Nayib Bukele, d'Argentine, Javier Milei, possède 250.000 voix d'avance qui ne pourraient être comblées par son rival.

Le président de l'Iran se rend au Pakistan

Le président de l'Iran s'est rendu mardi au Pakistan pour s'entretenir avec des responsables qui jouent le rôle de médiateurs dans les négociations entre Téhéran et Washington visant à mettre définitivement fin à la guerre au Moyen-Orient.

La visite du président Masoud Pezeshkian à Islamabad intervient alors que des équipes techniques travaillent sur les détails de l'accord, à la suite des négociations de haut niveau qui se sont tenues lundi en Suisse.

Les mesures de sécurité étaient renforcées dans le quartier d'Islamabad où le président iranien devait rencontrer le président Asif Ali Zardari et le premier ministre Shehbaz Sharif.

Il s'agit de la première visite de M. Pezeshkian au Pakistan depuis le début du conflit, marqué par l'attaque américaine et israélienne contre l'Iran le 28 février.

Lors des premiers pourparlers, marquant le début d'un processus diplomatique de 60 jours, l'Iran et les États-Unis ont convenu de créer une «cellule de désescalade» afin de gérer les combats au Liban entre Israël et le groupe milicien du Hezbollah, soutenu par l'Iran.

Les États-Unis ont indiqué que les négociateurs avaient également discuté de «mécanismes» visant à garantir que le détroit d'Ormuz, voie maritime essentielle pour le transit du pétrole que l'Iran avait de fait bloquée pendant la guerre, reste ouvert.

Avant ses rencontres au Pakistan, M. Pezeshkian a averti que «l'efficacité des pourparlers dépend de l'engagement

total envers les obligations convenues et de leur mise en œuvre rigoureuse».

L'Iran a laissé entendre que les pourparlers techniques en Suisse avaient conduit à la création de groupes de négociation spécifiques.

Selon l'agence de presse officielle IRNA, ces comités se pencheront notamment sur l'allègement des sanctions, les questions nucléaires, ainsi que la reconstruction et la surveillance.

On ignore encore si la cellule de désescalade suffira à mettre fin aux combats entre le Hezbollah et Israël, qui occupe une partie du Liban et insiste sur la nécessité de conserver toute latitude pour attaquer les militants qui lancent des attaques contre le nord d'Israël.

Par ailleurs, à Téhéran, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baghaei, a déclaré aux journalistes qu'aucune visite n'avait été programmée pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) afin d'inspecter les sites nucléaires iraniens bombardés par les États-Unis l'année dernière.

Le vice-président des États-Unis, J. D. Vance, avait précédemment indiqué que les négociations en Suisse avaient abouti à un accord permettant à l'AIEA d'inspecter ces sites.

L'AIEA a effectué plusieurs missions en Iran depuis la guerre de 12 jours menée par Israël contre l'Iran en 2025, mais elle n'a pas obtenu l'accès aux sites d'enrichissement bombardés par les États-Unis lors de ce conflit.

36 navires ont pu traverser le détroit d'Ormuz depuis l'accord entre l'Iran et les Etats-Unis

Au moins 36 navires de matières premières ont franchi le détroit d'Ormuz lundi, un trafic maritime record depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, selon les données de la plateforme Kpler, près d'une semaine après la conclusion d'un protocole d'accord entre les États-Unis et l'Iran.

Ce trafic représente près d'un tiers des franchissements en temps de paix (environ 120 par jour) via ce passage stratégique pour le commerce mondial, par où transite d'ordinaire un cinquième des exportations mondiales d'hydrocarbures, ainsi que d'autres matières premières essentielles.

Pendant la guerre, du 1er mars au 14 juin, moins de 10 navires de matières premières en moyenne franchissaient le détroit chaque jour. Depuis le 15 juin, au lendemain de l'annonce de l'accord, la moyenne est montée à 21, et même à 27 au cours des cinq derniers jours.

"L'Iran administrera" le détroit

Le détroit d'Ormuz a rouvert la semaine dernière, à la suite

d'un accord entre l'Iran et les États-Unis censé mettre fin à la guerre au Moyen Orient, mais Téhéran a annoncé samedi la fermeture du détroit en réaction aux attaques d'Israël au Liban.

Depuis, Téhéran et Washington se sont entendus sur des mécanismes visant à faire cesser les affrontements au Liban et à sécuriser le détroit d'Ormuz.

L'administration du détroit "ne redeviendra jamais ce qu'elle était avant la guerre", a assuré mardi Mohammad Bagher Ghalibaf, qui représente l'Iran dans les négociations avec les États-Unis, selon des propos rapportés par l'agence officielle Irna. "L'Iran administrera" le détroit, a-t-il martelé.

Son équipe de négociateurs s'est rendue à Oman pour parler précisément de la gestion du détroit d'Ormuz, selon Irna. En attendant, la flotte fantôme de pétroliers iraniens, sous sanctions internationales et particulièrement ciblée par la marine américaine avant l'accord, peut de nouveau naviguer librement, Washington ayant autorisé "jusqu'au 21 août (...) toutes les transactions" concernant la production, la vente et le transport d'hydrocarbures d'origine iranienne.

Téhéran annonce la fin des négociations techniques en Suisse

Selon l'agence de presse officielle iranienne IRNA, les discussions ont permis de définir les mécanismes qui encadreront la mise en œuvre des engagements convenus entre les parties.

Les négociateurs se sont notamment accordés sur la création de groupes de travail spécialisés ainsi que sur les procédures destinées à assurer l'application des futures décisions. Kazem Gharibabadi a expliqué que ces pourparlers faisaient suite à la réunion du comité de haut niveau organisée dimanche pour superviser la mise en œuvre du Mémoire d'entente d'Islamabad.

Le mémorandum au cœur du processus diplomatique

Le Mémoire d'entente d'Islamabad constitue le cadre principal des discussions engagées entre Washington et Téhéran. Cet accord-cadre, signé virtuellement le 17 juin par les présidents américain et iranien, vise à mettre fin au conflit et à ouvrir la voie à un règlement politique plus large.

Selon le responsable iranien, les travaux du comité de haut niveau se sont poursuivis lundi avant d'être complétés par les

réunions techniques organisées à Burgenstock.

"Des discussions techniques ont été menées afin de déterminer les mécanismes de mise en œuvre du mémorandum d'entente ainsi que de la déclaration publiée à l'issue de la réunion de haut niveau, et les ententes nécessaires ont été conclues", a déclaré Gharibabadi.

Vers une nouvelle phase des négociations

L'accord conclu en Suisse ouvre la voie à une nouvelle phase du processus diplomatique, marquée par l'installation de groupes de travail chargés de traiter les questions techniques et opérationnelles.

Les discussions futures devraient porter sur les modalités concrètes d'application des engagements pris dans le cadre du mémorandum ainsi que sur les mécanismes de suivi destinés à garantir le respect des accords conclus.

Cette avancée intervient alors que les médiateurs qataris et pakistanais poursuivent leurs efforts pour accompagner le dialogue entre Washington et Téhéran et favoriser une désescalade durable des tensions régionales.

Coupe du Monde

Norvège 3 Sénégal 2

Haaland terrasse le Sénégal et propulse la Norvège en seizièmes de finale de la Coupe du monde

Un nouveau triplé a éteint les espoirs des Lions de la Teranga.

La sélection norvégienne s'est officiellement qualifiée pour les 32es de finale de la Coupe du monde 2026, après une victoire palpitante 3-2 face au Sénégal lors de la deuxième journée de la phase de groupes.

Avec quatre points, la Norvège occupe la deuxième place du groupe 9, juste derrière la France, leader avec six unités, tandis que le Sénégal, bloqué à zéro point, pointe à la troisième place, à égalité avec l'Irak, quatrième.

La première occasion dangereuse norvégienne est intervenue juste avant la mi-temps : Marcus Pedersen exploitant une erreur grossière du défenseur sénégalais Kalidou Koulibaly pour ouvrir le score à la 43^e minute et offrir l'avantage à son équipe juste avant la pause.

Haaland entre un peu plus dans l'histoire

Dès la reprise, Erling Haaland a confirmé son statut de star en doublant la marque (2-0, 48^e) après une passe décisive qui l'a lancé seul face au gardien Édouard Mendy.

Mais les Lions n'abdiquent pas : Ismaïla Sarr réduit immédiatement l'écart à la 53^e minute et relance la rencontre. Mais Haaland a de nouveau frappé à la 58^e minute,



profitant d'une erreur défensive dans la surface de réparation pour inscrire son deuxième but personnel et le troisième de la Norvège, portant ainsi son total à 4 buts dans cette édition de la Coupe du monde.

Réveil tardif du Sénégal

Dans les dernières minutes, les Lions ont tenté de

revenir, et Ismaïla Sarr a inscrit un doublé à la 3^e minute du temps additionnel, mais trop tard pour éviter la défaite.

Grâce à ce succès, la Norvège valide son billet pour les seizièmes de finale, tandis que le Sénégal, dos au mur, devra impérativement battre l'Irak lors de l'ultime journée pour entretenir ses espoirs de qualification.

Jordanie 1 Algérie 2

L'Algérie s'impose face à la Jordanie et peut rêver des seizièmes de finale

Dans une partie plutôt plaisante, l'Algérie a fini par l'emporter face à une valeureuse équipe de Jordanie (1-2). D'abord menés, les Fennecs ont pris un certain temps à revenir dans le match et à se rassurer véritablement. De quoi pouvoir envisager une qualification en 16es de finale face à l'Autriche tandis que la Jordanie prend la porte.

Qu'on prenne son petit-déj ou qu'on finisse les fonds de bouteille post-France-Irak, ce Jordanie-Algérie n'a pas perdu de temps pour (ré)animer les esprits. Donnant le tournis à des Fennecs aux crocs un poil trop polis, la bande d'Ali Olwan a d'abord pris les devants à Santa Clara en profitant des imprécisions des Verts avant que ceux-ci ne



Nouveau groove des Fennecs

retrouvent un football qu'ils semblaient avoir oublié le temps d'une mi-temps.

D'entrée de jeu, la Jordanie a imposé son rythme. Sans faire péter les BPM, les bonshommes rouges claquent une partition un peu trop punk pour une Algérie orpheline de métronome. Un peu rouillés, à contretemps, les Fennecs se laissent aller à une valse d'erreurs, d'abord offensives. Si Riyadh Mahrez a tenté de suivre la rapidité des notes jordaniennes, ses accélérations manquent de justesse et tombent à plat. L'ancien Havrais claque un contrôle parfait mais se fait reprendre : le coup de reins du type est sans doute resté en backstage. Amine Gouiri ne fait pas mieux et frustre tout autant les Verts avec des frappes aussi pourries que désespérantes. Si l'animation offensive est bourrée de fausses notes, la défense de Vladimir Petković change carrément le morceau. Dépassée par les contres jordaniens, l'Algérie encaisse un but presque gag avec une perte de balle ridicule dans sa surface. Nizar Rashdan profite de ce tempo foireux pour envoyer le cuir dans les filets (1-0, 36e). Luca Zidane est battu, le coup de cymbale sonne les Guerriers du désert.

Au retour des vestiaires, on s'attendait à un changement de registre : que nenni non point. Si l'autotune avait un équivalent dans le foot pour masquer certaines lacunes, nul doute qu'Ibrahim Maza en aurait pris une sacrée dose pour toute son équipe. Auteur de belles initiatives, le dynamiteur de Leverkusen insufflé une nouvelle pulsation. Un temps en galère, tout ce petit monde vert commence à suivre la cadence pour construire un crescendo qui étouffe de plus en plus Al-Nashama.

La délivrance arrive à la 69^e minute grâce à un corner parfaitement ponctué par Riyadh Mahrez : Nadhir Benbouali martèle le cuir de la tête pour l'égalisation (1-1, 69e). Musa Tamari tente de retrouver l'élan de la première période, mais Luca Zidane suit le mouvement et ne cède pas. Les Fennecs ne laissent pas tomber l'affaire, et Amine Gouiri y va de son but sur corner (1-2, 82e). Cette fois, ce sont bien les Algériens qui mènent la danse, et les chefs d'orchestre ne changeront plus.



Coupe du Monde

Argentine 2 Autriche 0

Messi recordman, l'Argentine sûre d'elle s'impose face à l'Autriche et file vers les 16es

Pénalty manqué, occasions gâchées puis deux buts plein de sang-froid pour se racheter : l'Argentine n'a pas eu besoin de briller pour faire le travail face à l'Autriche (2-0). Solide et sûre d'elle, l'Albiceleste valide sa place pour les 16es de finale, portée par un Lionel Messi entré un peu plus dans la légende et dans l'histoire de la Coupe du monde.

Six points sur six. L'Argentine a démarré en trombe sa Coupe du monde 2026, le plein de garanties pour la suite de la compétition. Mieux, Scaloni sait que Leo Messi sera bel et bien Leo Messi pour la suite de la compétition. En tout cas, c'est la sensation qu'a laissée le capitaine argentin lors de ces deux premiers matches.

Un soulagement, forcément, alors que beaucoup de questions rôdaient autour de la légende argentine avant la compétition, ce dernier fêtant ses 39 ans dans deux jours. L'Albiceleste, elle, aura vécu une première période riche en rebondissements à l'AT&T Stadium d'Arlington, marquée par un penalty manqué de son capitaine avant que celui-ci ne se rattrape de la plus belle des manières.

En effet, le match commence fort : Lautaro Martinez, qui avait été trouvé en profondeur plein axe, se fait faucher par Posch et Schlager (7e) dans la surface de réparation. L'arbitre Amin Omar ne bronche pas, mais la VAR, elle, intervient et demande à l'arbitre d'aller checker. Après vérification des images, le penalty est sifflé, mais Messi, qui se charge de le frapper, ne cadre pas sa frappe (9e).

La rencontre aurait pu donc démarquer tambour battant pour les Argentins, celle-



ci va alors se rééquilibrer. L'Autriche décide de mettre le pied sur le ballon. Néanmoins, elle ne se procure pas la moindre situation face à un bloc argentin bien organisé. L'Albiceleste, une nouvelle fois à la conclusion d'une action initiée par Lautaro et profitant d'une erreur de Danso, permet à Messi de se retrouver seul face au portier. Mais le numéro 10 manque de lucidité et voit un défenseur central revenir in extremis (19e).

Messi seul au monde et dix autres Argentins trop costauds

La pause fraîcheur tomber alors à pic, le moment parfait pour l'Autriche de se remobiliser, et pour l'Argentine de récupérer physiquement face à l'impact que tente d'im-

poser le collectif de Ralf Rangnick. Ce dernier semble faire mal à l'Argentine dans le jeu, même si cette dernière parvient à faire le dos rond sans ballon, avant de faire peur dès qu'elle en récupère. Et c'est encore Messi qui est tout proche d'ouvrir le score : sa frappe à bout portant est repoussée in extremis par Alaba (31e).

Finalement, c'est bel et bien le capitaine argentin qui va ouvrir le score. Sur l'action, tout part de lui : il touche Almada, qui fonce vers la surface de réparation avant d'écartier à gauche pour Medina. Le joueur de l'OM centre alors à ras de terre en direction de l'entrée de la surface, Almada laisse filer le ballon entre ses jambes et c'est Messi qui surgit pour placer son plat du pied

gauche, sa spécialité, et inscrire le but du 1-0 (38e). Un 17e but en phase finale de Coupe du monde qui constitue un nouveau record absolu : il dépasse officiellement Miroslav Klose.

C'est sur un faux rythme que redémarre la partie en seconde période, avec une équipe argentine dont la volonté est de maîtriser les phases de possession pour endormir l'Autriche. Mais l'équipe de Rangnick compte bien continuer à tenter et à essayer, et ce malgré le fait qu'elle n'ait pas eu d'occasion franche lors des 45 premières minutes. La toute première frappe autrichienne intervient ainsi à la 55e minute, lorsque Sabitzer, sur coup franc, oblige Dibu Martinez à se jeter pour stopper le tir.

Sans être souveraine, l'Argentine poursuit sur son plan de jeu si habituel pour tenter d'aller chercher le break : ralentir au maximum le ballon en phase de possession, avant d'accélérer dans les derniers mètres pour surprendre l'adversaire. Mais l'Autriche reste bien en place et ne bronche pas, et c'est sur corner que Nicolas Gonzalez est trouvé dans la surface par Messi, avant de reprendre le ballon de la tête et de le voir filer à côté des cages de Schlager (73e).

Peut-être que l'Albiceleste n'est pas si souveraine avec le ballon, mais défensivement, c'est toujours aussi solide. Tous travaillent dans le même sens et, quand l'Autriche se rapproche des cages de Dibu Martinez, un Argentin est toujours là pour veiller au grain. Oui, l'Argentine est aussi solide qu'en 2022, tout aussi sûre de sa force, et ça peut faire peur. Car non, ce n'est pas flamboyant, mais que c'est costaud.

France 3 Irak 0

La France crée la surprise face à l'Irak et se qualifie pour les 32es de finale lors d'une soirée mouvementée

Un réveil français qui prend de court les Lions du Mésopotamie

L'équipe de France s'est officiellement qualifiée pour les 32es de finale de la Coupe du monde 2026 après sa victoire 3-0 face à l'Irak lors de la deuxième journée du groupe 9.

Les Bleus totalisent désormais six points et occupent logiquement la première place du classement, avec un parcours parfait après leur succès 3-1 face au Sénégal lors de la première journée. Ils sont ainsi certains de participer à la phase à élimination directe avant même de disputer leur dernier match de groupe.

La rencontre a été marquée par un événement exceptionnel : un violent orage a éclaté à la fin de la première mi-temps aux abords du stade de Philadelphie. Les organisateurs ont donc reporté le coup d'envoi de la seconde période et évacué les tribunes par précaution pour garantir la sécurité des supporters et des joueurs.

L'arrêt a duré deux heures et douze minutes, jusqu'à ce que le comité d'organisation annonce un temps favorable et donne le feu vert pour la reprise. Les deux équipes ont alors réintégré la pelouse, et les Bleus ont poursuivi leur marche en



avant vers un nouveau succès, synonyme de qualification pour les 32es de finale.

Mbappé ouvre le score

Les Bleus ont imposé leur domination dès les premières minutes, exploitant les erreurs individuelles des Irakiens, tant dans le placement que dans les passes, tandis

que les Lions des deux rives peinaient à suivre le rythme.

Kylian Mbappé a ouvert le score à la 14e minute d'un tir puissant du pied gauche, offrant à son équipe un avantage précoce.

Au retour des vestiaires, les Bleus maintiennent la pression et Mbappé double

la mise à la 54e minute, bien servi par Ousmane Dembélé et profitant d'une erreur défensive dans la surface irakienne.

Dembélé enfonce le clou

Les Bleus ne laissent pas à leur adversaire le temps de souffler : Ousmane Dembélé inscrit le troisième but à la 66e minute, après une passe décisive de Michael Olise dans la surface, et offre à la France une avance très confortable.

Une minute plus tard, Olléissé expédie une frappe puissante repoussée par le poteau (67e), puis Adrien Rabiot voit sa tête filer à côté des cages (68e).

Une opportunité gâchée et des espoirs reportés

L'Irak, lui, a créé une occasion la plus dangereuse à la 75e minute : Ali Al-Hammadi, bien servi dans la surface, a tiré à côté du poteau gauche alors qu'il était parfaitement placé pour réduire le score.

Les Bleus ont ensuite géré leur avance jusqu'au coup de sifflet final, s'imposant logiquement 3-0 et validant leur billet pour les huitièmes de finale.

De son côté, l'Irak doit impérativement battre le Sénégal lors de la dernière journée pour entretenir ses espoirs de qualification.